

Dans ce numéro

**Nouvelle offensive militaire mozambicaine dans le nord-est du pays pour tenter de repousser les djihadistes...**

(Page 2)

**En Malaisie, un membre présumé des services de renseignement nord-coréens extradé vers les États-Unis...**

(Page 3)

**La Corée du Nord annonce avoir testé un nouveau type de projectile guidé tactique...**

(Page 5)

**Les comptes de hackers présumés opérant depuis la Chine auraient été supprimés par Facebook...**

(Page 6)

**Un Biélorusse soupçonné d'être un marchand d'armes interpellé en République démocratique du Congo...**

(Page 7)

**Signature d'un accord portant sur la fourniture à la Slovaquie de dix-sept systèmes radar israéliens...**

(Page 8)

### FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

**Reprendre le contrôle de Taïwan, un objectif primordial pour Pékin selon John Aquilino...**

John Aquilino, qui devrait bientôt prendre la tête du commandement américain pour l'Indopacifique, a été invité à s'exprimer lors d'une audition publique organisée le 23 mars par la commission des Affaires militaires du Sénat. Il a averti durant l'audition que prendre le contrôle de Taïwan était l'objectif primordial de Pékin dans le cadre du plan de redressement du Parti communiste chinois. Selon le spécialiste militaire, le passage à l'action de cette mission aurait lieu plus tôt que l'estimation de Philip Davidson, actuellement en poste. Rappelons que ce dernier estime que Pékin tentera d'occuper Taïwan d'ici 2027. Selon John Aquilino, les États-Unis devraient appliquer rapidement son initiative de dissuasion dans le Pacifique (Pacific Deterrence Initiative), qui prévoit un investissement de 27 milliards de dollars américains sur cinq ans pour installer un système de combat Aegis à Guam et aux Palaos. Au cours de cette audition, le sénateur républicain Tom Cotton a également rappelé que la Russie avait occupé par force la Crimée en 2014, juste quelques jours après les J.O. d'hiver de Sochi, et a averti que la Chine communiste pourrait envoyer ses troupes à Taïwan suite aux J.O. d'hiver de Pékin en février 2022. Sur ce calendrier présumé, John Aquilino n'a pas fait de commentaire.

(Radio Taiwan international, le 24-03-2021)

**Exercice naval international de grande envergure pour lutter contre la piraterie dans le golfe de Guinée...**

Un exercice naval de grande envergure, mené par les marines nigériane, américaine, britannique, italienne et française, s'est déroulé cette semaine dans le golfe de Guinée pour lutter contre la piraterie, ont annoncé mercredi les autorités. Perpétrées essentiellement par des pirates nigériens, les attaques de navires pour enlever leurs équipages et les échanger contre des rançons sont devenues très fréquentes ces dernières années dans le golfe de Guinée qui s'étend le long de 5 700 kilomètres de côtes en Afrique de l'Ouest. En 2020, 130 des 135 enlèvements de marins recensés dans le monde, soit plus de 95%, ont eu lieu dans cette zone, selon un récent rapport du Bureau maritime international. L'exercice *Obaganme Express*, d'une durée prévue de cinq jours, a commencé samedi à Lagos, la capitale économique du Nigeria, a déclaré mercredi à l'AFP le porte-parole de la marine nigériane Suleman Daun. Il vise à améliorer la lutte conjointe contre la piraterie et les autres activités illégales maritimes dans le golfe de Guinée, a-t-il précisé. Six navires, deux remorqueurs, deux hélicoptères et un avion de patrouille maritime de l'armée nigériane ont été déployés aux côtés de navires de guerre des marines américaine, britannique, française et italienne. Ces dernières années, les pirates se sont professionnalisés et ont étendu leur présence dans le golfe de Guinée, attaquant désormais des navires en haute mer.

(Africa Radio, le 25-03-2021)

**L'incendie d'un terminal pétrolier, provoqué par une nouvelle attaque, confirmé par le ministère saoudien de l'Énergie...**

Un incendie s'est déclaré dans un terminal pétrolier saoudien qui a été touché par un projectile, a annoncé vendredi le ministère saoudien de l'Énergie. Une attaque qualifiée de lâche et dirigée aussi contre l'économie mondiale et la sécurité globale en matière d'énergie, selon le même communiqué. *(La voix de l'Amérique, le 26-03-2021)*

**Au moins 137 morts après l'attaque de plusieurs villages par des inconnus armés dans l'ouest du Niger...**

Au Niger, le gouvernement a décrété un deuil national de trois jours à compter de ce mardi. Les attaques menées dimanche par des hommes armés contre des villages dans la région de Tahoua, non loin du Mali, ont entraîné la mort de 137 personnes, a annoncé lundi soir le gouvernement nigérien. Ces attaques sont les plus meurtrières commises au Niger ces dernières années par des djihadistes présumés. « En prenant dorénavant systématiquement les populations civiles pour cibles, ces bandits armés franchissent une étape de plus dans l'horreur et la barbarie » a dénoncé le porte-parole du gouvernement Zakaria Abdourahman dans un communiqué lu à la télévision publique. *(La voix de l'Amérique, le 23-03-2021)*

**Au moins treize morts après de nouvelles attaques contre des villages du Niger proches de la frontière malienne...**

Au moins treize personnes ont été tuées jeudi au Niger au cours d'attaques contre trois villages de la région de Tillabéri proche du Mali, selon les autorités locales. Un bilan précédent faisait état de onze morts. « Ce qui nous préoccupe beaucoup c'est cette escalade de violence et d'insécurité qui se propage au niveau de la région. Prélèvement de la zakat (impôt islamique), enlèvement du bétail et aujourd'hui c'est la population civile qui est massacrée » a dénoncé Tidjani Ibrahim Katiella, le gouverneur de Tillabéri lors d'une rencontre avec les habitants des villages visés. *(La voix de l'Amérique, le 26-03-2021)*

**Nouvelle offensive militaire mozambicaine dans le nord-est du pays pour tenter de repousser les djihadistes...**

Des soldats mozambicains ont lancé jeudi une offensive pour repousser des djihadistes présumés au lendemain d'une attaque à Palma, dans le nord-est, où un méga-projet gazier auquel participe le groupe français Total a été paralysé plusieurs mois par les violences, a annoncé le ministère de la Défense. Des djihadistes ont attaqué Palma mercredi après-midi, forçant des habitants terrifiés à fuir dans la forêt environnante alors qu'ils se frayaient un chemin dans la ville en bord de mer. Cette attaque est survenue le jour de l'annonce par le géant français de la reprise des travaux de construction sur le site gazier qui devrait être opérationnel en 2024. Le porte-parole du ministère de la Défense, Omar Saranga, a assuré que les forces de sécurité du Mozambique (SDS) traquaient les mouvements de l'ennemi et travaillaient sans relâche pour rétablir la sécurité et l'ordre. « Les SDS feront tout pour assurer la sécurité et le bien-être de la population tout en continuant à garantir la protection des projets économiques » a-t-il déclaré à la presse à Maputo. Il a ajouté que le nombre des victimes ainsi que l'étendue des dégâts étaient encore indéterminés, et que le réseau de téléphonie mobile avait été interrompu. Palma est située à plus de 1 800 kilomètres au nord-est de Maputo dans la province riche en gaz de Cabo Delgado, où les autorités sont confrontées à une violente insurrection depuis 2017. Des djihadistes armés, connus sous le nom d'Al-Shabaab (« les jeunes » en arabe) et qui ont fait allégeance au groupe État islamique en 2019, y mènent des attaques sanglantes depuis plus de trois ans. Les attaques avaient néanmoins faibli ces derniers mois, une accalmie imputée à la riposte militaire. Le conflit a fait au moins 2 600 morts, dont plus de la moitié de civils, selon l'ONG Aclad, et forcé plus de 670 000 personnes à quitter leur foyer, selon l'ONU. Début mars, Amnesty International a accusé les forces gouvernementales mozambicaines et des mercenaires d'avoir tué sans discernement des civils dans la province de Cabo Delgado. « Les habitants sont pris entre les forces de sécurité mozambicaines, la milice privée combattant aux côtés du gouvernement et le groupe d'opposition armé Al-Shabaab - dont aucun ne respecte le droit à la vie ni les règles de la guerre » avait affirmé Amnesty. L'insurrection a également impacté le développement du plus grand projet de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Afrique au large de la péninsule d'Angola, qui devrait être mis en service en 2024. Total est le principal investisseur du projet, avec une participation de 26,5%. Six autres groupes internationaux sont

impliqués dans ce projet, dont l'Italien ENI et l'Américain ExxonMobil.  
(Africa Radio, le 25-03-2021)

### **Dix membres présumés du PKK auraient été interpellés en France...**

Dix membres de l'organisation terroriste séparatiste PKK ont été interpellés dans le cadre d'une opération organisée par la police française. Selon la presse française qui cite des sources judiciaires, une opération a été menée contre le PKK à la demande du juge antiterroriste de Paris. Dix personnes, dont une femme, ont été interpellées dans le cadre de l'enquête ouverte pour « création et financement d'une organisation terroriste ». La police a aussi mené des incursions dans les maisons des membres du PKK et quatre personnes sont poursuivies pour avoir financé l'organisation terroriste PKK, le 21 février 2020 dans le sud-ouest de la France. On ignore s'il existe un lien entre l'enquête ouverte l'année dernière et cette opération menée par la police. Aucune déclaration officielle n'a été faite concernant l'opération en question.

(La voix de la Turquie, le 24-03-2021)

## **... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...**

### **En Malaisie, un membre présumé des services de renseignement nord-coréens extradé vers les États-Unis...**

Le département américain de la Justice annonce qu'un ressortissant nord-coréen a été extradé vers les États-Unis pour la première fois pour être jugé dans une affaire de blanchiment d'argent. Le département a indiqué lundi que Mun Chol-myong était détenu dans un pays étranger depuis son arrestation par les autorités locales en 2019. L'homme a fait sa première apparition dans un tribunal fédéral de Washington lundi. Le département explique que M. Mun est un agent de renseignement affilié au Bureau général de reconnaissance de Corée du Nord. Il aurait escroqué des banques américaines et violé les sanctions des États-Unis et de l'ONU contre P'yongyang par son implication dans des activités de blanchiment d'argent. D'après le département de la Justice, il aurait effectué des transactions entre 2013 et 2018 équivalant à un montant de plus de 1,5 million de dollars, dans le cadre d'un projet visant à fournir des produits de luxe en Corée du Nord. Le procureur général adjoint John Demers a déclaré que les États-Unis continueraient à faire usage de leurs lois à la portée étendue pour protéger le peuple américain des contournements de sanctions et d'autres menaces contre la sécurité nationale. M. Mun aurait été extradé vers les États-Unis par les autorités malaisiennes la semaine dernière.

(Radio Japon international, le 23-03-2021)

Le département américain de la Justice a inculpé le Nord-Coréen Mun Chol-myong, extradé la semaine dernière depuis la Malaisie. Cet homme d'affaires de 55 ans est notamment soupçonné d'avoir blanchi de l'argent à travers le système financier américain et ce pour expédier des produits de luxe vers son pays, ce qui constitue une violation des sanctions onusiennes et américaines contre P'yongyang. Concrètement, selon l'acte d'accusation, Mun a blanchi de l'argent ou tenté de le faire à six reprises entre avril 2013 et novembre 2018. Ces transactions illicites sont liées au Bureau général de reconnaissance, un service de renseignement emblématique du régime nord-coréen, et leur montant est estimé à plus de 1,5 million de dollars. L'homme est aussi suspecté d'avoir perturbé l'ordre financier mondial en utilisant des sociétés-écrans et des comptes ouverts sous de faux noms. Pour rappel, Mun a été extradé vers les États-Unis le 17 mars suite à une décision de la justice malaisienne, deux ans après avoir été arrêté dans ce pays d'Asie du Sud-Est où il vivait depuis une dizaine d'années. P'yongyang a vivement réagi pour annoncer le 19 mars la rupture de ses relations diplomatiques avec Kuala Lumpur.

(KBS World Radio, le 23-03-2021)

## **... MILITAIRE ...**

### **En Ouzbékistan, début d'exercices militaires conjoints turco-ouzbeks...**

Les exercices d'entraînement militaires ont démarré lundi entre les forces armées turques et ouzbèkes. Selon un communiqué du ministère ouzbek de la Défense, une cérémonie d'inauguration a eu lieu avant le début des exercices militaires turco-ouzbeks dans le polygone de la ville de Termez, en Ouzbékistan. S'exprimant lors de la cérémonie, les responsables militaires turcs et ouzbeks ont

souhaité plein succès aux participants, notant que l'exercice conjoint se déroulera de la meilleure façon possible. Dans le cadre de ces exercices, les soldats des deux pays s'entraîneront ensemble au passage du couloir spécial de 15 kilomètres, au tir spécial, au combat et à la survie dans des conditions difficiles. Les participants organiseront également des compétitions sportives conjointes. Yasar Guler, chef d'état-major, se rendra en Ouzbékistan le mardi 23 mars dans le cadre d'une visite officielle afin d'observer les exercices le jeudi 25 mars. Les exercices conjoints se termineront le 27 mars.  
*(La voix de la Turquie, le 23-03-2021)*

### **Deux missiles de croisière présumés auraient été tirés par la Corée du Nord...**

La Corée du Nord a tiré dimanche matin deux missiles de croisière présumés depuis les environs d'Onchon, près de la mer Jaune, et l'analyse est en cours pour connaître leur nature exacte. C'est ce qu'a annoncé aujourd'hui l'état-major interarmées sud-coréen (JCS). Un haut responsable de l'administration de Joe Biden a confirmé cette information et annoncé que l'armée américaine maintenait toujours sa posture de préparation. Les autorités militaires des deux alliés estiment pourtant que ces lancements ne constituent pas une violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, puisqu'il ne s'agit pas de missiles balistiques. Interrogé à ce sujet par les journalistes, le président des États-Unis a qualifié cette situation d'habituelle, selon le Pentagone. Joe Biden a ainsi constaté que les choses n'avaient pas beaucoup changé. Un haut responsable de son équipe a lui aussi parlé de tests de routine. Séoul et Washington n'ont pas fait cette annonce le jour même des tirs nord-coréens, même s'ils les ont détectés. Ce sont les médias américains qui les ont révélés. Quoi qu'il en soit, des experts de la question nord-coréenne estiment que P'yongyang aurait effectué cette action militaire de faible intensité seulement pour sonder les réactions de la Corée du Sud et des USA.  
*(KBS World Radio, le 24-03-2021)*

### **L'importance du tir de deux missiles de courte portée par la Corée du Nord minimisée par Washington...**

La Corée du Nord a testé des missiles de courte portée pour la première fois depuis l'arrivée du président Joe Biden à la Maison-Blanche, mais Washington a minimisé ces gestes de défi au moment où M. Biden définit sa propre stratégie face à P'yongyang et ce après la tentative de diplomatie directe de son prédécesseur Donald Trump avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un qui n'a permis aucune avancée sur la dénucléarisation du pays reclus.  
*(La voix de l'Amérique, le 24-03-2021)*

La Corée du Nord a testé des missiles de courte portée pour la première fois depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche. Selon des responsables américains, il s'agit de missiles de courte portée classés dans la catégorie des activités militaires normales de la Corée du Nord. Les responsables américains précisent que ces tirs ne sont pas sanctionnés par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU contre le programme de missiles balistiques. Les observateurs s'attendaient à un avertissement militaire nord-coréen depuis l'arrivée du nouveau président américain en janvier dernier.  
*(Deutsche Welle, le 24-03-2021)*

La Corée du Nord aurait tiré deux missiles dimanche. Le président américain Joe Biden a laissé entendre qu'il ne considérerait pas les lancements comme de nouvelles provocations. Une source militaire sud-coréenne affirme que le Nord semble avoir tiré deux missiles de croisière depuis un site proche d'Onchon, dans la province occidentale du Pyongan du Sud, tôt dimanche. Les médias américains ont cité des responsables du gouvernement américain qui ont déclaré que la Corée du Nord avait tiré des missiles à courte portée. M. Biden a minimisé l'importance de l'activité de P'yongyang, affirmant que rien n'a vraiment changé. Répondant aux journalistes qui demandaient s'il s'agissait d'un acte de provocation, il a répondu par la négative, indiquant que selon le département de la Défense, tout continuait comme avant et il n'y avait rien de nouveau dans ce que la Corée du Nord avait fait. Des hauts responsables de l'administration Biden ont déclaré aux journalistes lors d'un briefing téléphonique que les lancements n'étaient pas couverts par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU limitant le programme de missiles balistiques. Ils placent les tirs dans la catégorie des activités normales et estiment que les tirs de missiles sont au plus bas de l'échelle en matière de provocation. Les responsables ont déclaré qu'ils ne pensaient pas qu'il était dans leur intérêt de faire du battage médiatique. Ils ne considèrent pas ce qui s'est passé comme une fermeture de la porte au dialogue et ne veulent pas d'une situation dans laquelle P'yongyang aurait l'impression que les États-Unis ne sont

pas ouverts aux discussions.  
(*Radio Japon international, le 24-03-2021*)

### **Deux missiles balistiques nord-coréens ont été lancés en direction de la mer du Japon...**

La Corée du Nord a lancé ce jeudi deux missiles dans la mer du Japon. Tokyo a déclaré qu'il s'agissait de missiles balistiques dont le tir constitue une violation des résolutions de l'ONU. Le lancement d'engins de ce type, s'il est confirmé, constituerait un défi pour l'administration du président américain Joe Biden. Le tir de jeudi a été annoncé à Séoul. L'état-major de l'armée sud-coréenne a fait savoir dans un communiqué que deux projectiles non identifiés avaient été lancés dans la mer du Japon appelée mer de l'Est en Corée.  
(*Deutsche Welle, le 25-03-2021*)

Le gouvernement japonais affirme que la Corée du Nord a lancé deux missiles balistiques jeudi matin. Selon les responsables, les projectiles ont été lancés vers 7 heures du matin, heure du Japon. Ils se seraient abîmés dans les eaux extérieures à la zone économique exclusive du Japon. Le Premier ministre Suga Yoshihide a déclaré : « Le lancement de missiles par la Corée du Nord constitue une menace pour la paix et la sécurité du Japon et de la région. Le Japon proteste vivement contre ce lancement, qui constitue une violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. » Le chef du gouvernement nippon a ajouté qu'il consultera les États-Unis et la Corée du Sud notamment. Ce lancement de missiles balistiques est le premier depuis près d'un an. Il intervient quelques jours seulement après que le pays a apparemment tiré deux missiles de croisière de courte portée.  
(*Radio Japon international, le 25-03-2021*)

Quatre jours après ses premiers missiles de l'ère Biden, la Corée du Nord a tiré ce matin deux nouveaux projectiles de courte portée, l'un à 7h06 et l'autre à 7h25. Ils ont été lancés cette fois-ci depuis les environs de Hamju, dans la province de Hamgyong du Sud, dans l'est du territoire, en direction de la mer de l'Est entre la péninsule et l'archipel japonais. C'est ce qu'a annoncé l'état-major interarmées sud-coréen (JCS). Celui-ci a précisé que les engins auraient parcouru environ 450 kilomètres et atteint une altitude de 60 kilomètres. Leur nature exacte n'est pas encore connue. Les services de renseignement sud-coréens et américains procèdent à une analyse commune pour la déterminer. À propos de la possibilité de missiles balistiques, dont les tests constituent une violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, le ministère sud-coréen de la Défense a fait preuve de réserve. De fait, il a affirmé qu'il était encore prématuré de conclure en ce sens. Peu après les tirs, la Cheongwadae a convoqué une réunion d'urgence de son Conseil de sécurité nationale (NSC). Les participants ont exprimé leurs profondes préoccupations à l'égard du fait que ces lancements sont intervenus alors que l'administration de Joe Biden est en train de fixer les orientations de sa politique nord-coréenne. Et d'ajouter que Séoul travaillera en coopération avec les nations concernées, notamment les États-Unis, afin d'en savoir plus sur les intentions de P'yongyang. En 2019 et en 2020, le pays communiste a procédé à des essais de lance-roquettes multiples de 600 mm dans plusieurs villes de la côte est, dont Yonpo, Wonsan, Sondok et Hamju. Et lors d'un défilé militaire peu après la fin du 8e Congrès du Parti des travailleurs, en janvier dernier, il a exhibé un certain nombre de nouvelles armes devant être testées, dont des missiles balistiques.  
(*KBS World Radio, le 25-03-2021*)

### **La Corée du Nord annonce avoir testé un nouveau type de projectile guidé tactique...**

L'organe officiel de presse nord-coréen a confirmé le lancement jeudi de deux missiles, qu'il décrit comme un « nouveau type de projectile guidé tactique nouvellement mis au point ». Selon ce média, ce projectile dont le système a été amélioré peut transporter une ogive d'un poids de 2,5 tonnes et il a réussi à frapper avec précision une cible maritime située à 600 kilomètres à l'est de la péninsule coréenne. L'annonce ne correspond cependant pas avec les estimations calculées par le Japon, qui affirme que les projectiles ont parcouru environ 450 kilomètres dans les airs. L'organe de presse nord-coréen a également cité un haut responsable militaire se réjouissant que ce dernier lancement en date renforçait la puissance militaire du pays et jouait un rôle de dissuasion face aux menaces visant la Corée du Nord. La présence du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un lors du lancement n'a pas été confirmée. C'est la première fois depuis quasiment un an que P'yongyang tire un missile balistique et cela survient quelques jours à peine après avoir apparemment tiré deux missiles de courte portée. Au cours de sa première conférence de presse officielle, le président des États-Unis, Joe Biden, a souligné

que le lancement de jeudi constituait une violation d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui interdit au régime nord-coréen de lancer des missiles balistiques. « Nous avons lancé une consultation avec nos alliés et partenaires, il y aura des conséquences, s'ils choisissent de riposter, nous répondrons de façon adéquate » a averti le président Biden. L'administration Biden est entrée dans la phase finale de la révision de la politique états-unienne à l'encontre de la Corée du Nord, qui avait subi des modifications au cours de la présidence de Donald Trump. Le gouvernement japonais affirme pour sa part rester en état d'alerte, évoquant l'éventualité de lancements supplémentaires. Il a également déposé une protestation à destination de la Corée du Nord par l'intermédiaire de l'ambassade japonaise à Pékin. Un haut-responsable du ministère japonais des Affaires étrangères a également consulté ses homologues aux États-Unis et en Corée du Sud. Ils ont convenu que leurs nations vont poursuivre leur coopération étroite.

*(Radio Japon international, le 26-03-2021)*

La Corée du Nord a officialisé son dernier essai balistique. La KCNA, son agence de presse officielle, a fait savoir aujourd'hui que l'armée avait testé, la veille, un nouveau missile tactique doté d'un système de guidage développé par l'Académie des sciences de la Défense et que les deux projectiles tirés avaient atteint leur cible située dans les eaux à 600 kilomètres de la côte est. Selon le média nord-coréen, cette arme est en mesure de transporter une ogive de 2,5 tonnes et le test a permis de prouver la fiabilité de son moteur à combustible solide. À en croire des observateurs, il s'agirait d'une version améliorée d'un missile sol-sol de type *Iskander* que le pays communiste a dévoilée lors de la parade militaire nocturne organisée en janvier dernier pour célébrer le 8e Congrès du Parti des travailleurs. Toujours d'après la KCNA, Ri Pyong-chol, le vice-président du Comité militaire central du parti unique et d'autres hauts fonctionnaires chargés de l'industrie de l'armement ont assisté à ce test, mais le leader Kim Jong-un était absent parce qu'il supervisait une zone d'aménagement de nouveaux logements à P'yongyang. Comme la Corée du Nord a officialisé elle-même son tir d'essai balistique, elle ne pourra pas éviter une condamnation de la communauté internationale pour cette violation des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU.

*(KBS World Radio, le 26-03-2021)*

### **Escale algérienne pour un navire de transport de l'US Navy...**

« Un navire de transport de l'US Navy, spécialisé dans le soutien logistique et l'aide humanitaire, est arrivé mardi au port d'Alger. La visite de ce navire constitue un témoignage du partenariat solide et multiforme algéro-américain et sert à renforcer la coopération bilatérale en matière de sécurité régionale ». De son côté Frank Okata, qui est le commandant du Commandement du transport maritime militaire pour l'Europe et l'Afrique et Commandant de la Force opérationnelle 63 qui ajoute : « Nous sommes heureux de contribuer au renforcement du partenariat maritime algéro-américain car l'Algérie est un partenaire hautement compétent, et en travaillant ensemble, nous pouvons améliorer la sécurité maritime dans la région ».

*(Press TV, le 25-03-2021)*

## **... CYBERESPACE ...**

### **Une plainte pour pratique commerciale trompeuse déposée par Reporters sans frontières contre Facebook...**

Une plainte a été déposée contre *Facebook* en France. L'ONG Reporters sans frontières a annoncé le dépôt d'une plainte en France contre *Facebook* pour pratique commerciale trompeuse. RSF estime que la prolifération massive des messages de haine et autres fausses informations sur le réseau social viole les engagements de la plateforme envers les internautes. Cette plainte a été déposée hier auprès du procureur de la république de Paris, a précisé RSF dans un communiqué. Elle s'appuie, selon l'organisation de défense de la liberté de la presse, sur la contradiction manifeste entre les engagements du réseau social vis-à-vis des consommateurs et la réalité de son fonctionnement.

*(Deutsche Welle, le 23-03-2021)*

### **Les comptes de hackers présumés opérant depuis la Chine auraient été supprimés par Facebook...**

*Facebook* affirme avoir détecté et supprimé les comptes d'un groupe de hackers en Chine qui utilisaient la plateforme pour surveiller les Ouïgours vivant à l'étranger. Le géant américain des réseaux sociaux a déclaré mercredi que le groupe visait des activistes, des journalistes et des dissidents de la minorité

ouïghoure établis à l'étranger dans des pays tels que la Turquie et les États-Unis. *Facebook* précise que les hackers prétendaient être des étudiants et des journalistes. Ils ont créé de faux comptes sur la plateforme pour inciter leurs cibles à cliquer sur des liens malveillants, qui à leur tour ont répandu un logiciel malveillant dans leurs appareils électroniques. Ils pouvaient ainsi les surveiller en permanence. La plateforme américaine a déclaré avoir informé près de 500 personnes potentiellement concernées. « Le mode opératoire avait les caractéristiques d'une opération bien financée et persistante rendant impossible de savoir qui se cache derrière » a ajouté *Facebook*. Les autorités chinoises font l'objet de critiques de la part des États-Unis et de pays européens en raison de violations présumées des droits de l'Homme contre la minorité ouïghoure dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, allégations niées par Pékin.

(*Radio Japon international, le 25-03-2021*)

### ... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

#### **Un Biélorusse soupçonné d'être un marchand d'armes interpellé en République démocratique du Congo...**

Un homme d'affaires originaire du Bélarus, consul honoraire du Zimbabwe, et deux de ses compagnons ont été arrêtés dans le sud-est de la République démocratique du Congo et transféré à Kinshasa, a appris l'*AFP* mardi de source sécuritaire. Aleksander Zingman est un homme d'affaires réputé proche d'un haut responsable de la présidence biélorusse, selon les médias de Minsk. Détenteur d'un passeport américain, M. Zingman, 54 ans, était accompagné de son collègue Oleg Vodchits, citoyen biélorusse, et de l'homme d'affaires italien Paolo Persico, qui ont également été appréhendés, a indiqué à l'*AFP* dans un mail sa société, AF TRADE DMCC. La société, avec des adresses à Dubaï et en Biélorussie, se présente comme spécialisée dans la vente de matériel agricole et minier, selon son site internet. « Ils ont été arrêtés à l'aéroport de Lubumbashi, deuxième ville de la RDC, et ont été transférés à Kinshasa » a affirmé à l'*AFP* un haut responsable sécuritaire congolais sous couvert d'anonymat. Il n'a pas voulu dévoiler les raisons de l'arrestation. « Nous sommes extrêmement préoccupés par le bien-être d'Alexander Zingman, Oleg Vodchits et Paolo Persico, qui ont été détenus de force jeudi 18 mars à Lubumbashi » a déclaré Henadzi Mosesau, directeur du bureau de représentation d'AF TRADE DMCC au Bélarus dans son mail à l'*AFP*. « Malgré de nombreuses tentatives de la famille, d'AF TRADE, ainsi que des consulats américains et zimbabwéens qui se renseignent sur leur bien-être, il n'y a eu aucun signe de vie depuis plus de trois jours » s'est-il inquiété. Dans son pays, Aleksander Zingman est présenté comme un homme d'affaires ayant cultivé des relations étroites avec de hauts responsables d'une quinzaine de pays africains et des Émirats. « L'arrestation de l'oligarque et du présumé marchand d'armes Alexander Zingman devrait être la première étape pour enquêter sur ses affaires louches et ses liens étroits avec le régime biélorusse » a écrit la cheffe de l'opposition biélorusse, Svetlana Tsikhanovskaïa, sur *Twitter*. « Le président Alexandre Loukachenko et ses copains ont utilisé des stratagèmes de corruption pour cacher de l'argent. Ses actifs à l'étranger doivent être trouvés » a-t-elle dénoncé. Contacté, l'ambassadeur des États-Unis à Kinshasa, Mike Hummer, n'a pas donné suite à la demande de l'*AFP*.

(*Africa Radio, le 25-03-2021*)

En République démocratique du Congo, Alexander Zingman, un homme d'affaires prétendu marchand d'armes originaire du Belarus, ainsi que deux de ses compagnons ont été arrêtés à Lubumbashi le 17 mars. Depuis ils ont été transférés à Kinshasa où il est impossible d'avoir de leurs nouvelles, ce qui inquiète leurs proches. Détenteur d'un passeport américain et consul honoraire du Zimbabwe, Alexander Zingman était accompagné de son collègue Oleg Vodchits, citoyen biélorusse, et de l'homme d'affaires italien Paolo Persico. Tous deux ont également été appréhendés selon l'*AFP*. De son côté, le vice-ministre congolais de la Justice, Bernard Takahishe Ngumbi, fait savoir qu'il ne peut rien dire à propos de ce sujet étant donné que ce prétendu dossier n'est pas encore porté devant la justice qui relève de sa compétence. Selon le journal en ligne sud-africain, le *Daily Maverick*, Alexander Zingman aurait été arrêté après avoir rencontré l'ancien président Joseph Kabila. Et toujours selon ce quotidien en ligne, une autre source congolaise a affirmé que Zingman avait proposé de vendre des armes à l'ancien président congolais. Bien qu'aucune preuve n'existe jusque-là à propos d'une quelconque vente d'armes, il est important de souligner que par le passé le Belarus a vendu des armes à la RDC sous la présidence de Joseph Kabila.

(*Deutsche Welle, le 26-03-2021*)

## **Signature d'un accord portant sur la fourniture à la Slovaquie de dix-sept systèmes radar israéliens...**

Israël et la Slovaquie ont signé jeudi un premier accord de 175 millions de dollars (plus de 148 millions d'euros) pour l'achat de dix-sept systèmes de radar sophistiqués pour l'armée de l'air slovaque, selon un communiqué du ministère israélien de la Défense. L'accord, qui a été signé lors d'une cérémonie au ministère slovaque de la Défense à Bratislava, comprend également une coopération industrielle. Les composants du radar seront fabriqués en collaboration avec les industries de la défense en Slovaquie, sous la direction d'Israël Aerospace Industries (IAI) et du ministère de la Défense israélien. Le radar multi-missions (MMR), fabriqué par ELTA, filiale de Israel Aerospace Industries (IAI), fournira à la défense slovaque une évaluation complète de la situation aérienne, selon le communiqué. « Le radar détecte les menaces aéroportées, les classe, calcule leur niveau de menace et fournit des données essentielles qui permettent aux systèmes de neutraliser plusieurs menaces simultanément. En outre, ces systèmes radar seront interopérables avec les mécanismes de défense de l'OTAN » indique le communiqué. Le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, a qualifié l'accord d'étape marquante dans la coopération entre les ministères de la Défense des deux pays. « Le nouvel accord fournit avant tout à la Slovaquie des systèmes avancés de haute qualité pour maintenir sa sécurité nationale, tout en renforçant les industries de la défense et en créant de nombreux nouveaux emplois en Israël et en Slovaquie » a déclaré M. Gantz. De son côté, l'homologue slovaque de Gantz, Jaroslav Nad, a affirmé que l'accord avait eu un impact positif sur les relations bilatérales entre les deux pays dans les domaines de la défense et de la sécurité.

*(I24News, le 25-03-2021)*

La République slovaque achètera dix-sept radars 3D pour les forces armées de la République slovaque à Israël. L'accord d'un montant de 148,2 millions d'euros a été signé jeudi par les représentants des deux pays à Bratislava. La nouvelle technologie remplacera vingt-quatre radars, dont tous, sauf un, ont dépassé leur durée de vie et sont devenus technologiquement obsolètes.

*(Radio Slovaquie internationale, le 26-03-2021)*



**Renseignor** est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

[www.isabel-intelligence.org](http://www.isabel-intelligence.org)

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – [direction@renseignor.com](mailto:direction@renseignor.com)

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – [redaction@renseignor.com](mailto:redaction@renseignor.com)



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement

12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris

01 53 53 15 30